# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S DE LA COMMUNE de SAINGHIN-EN-WEPPES

# Séance du 13 novembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le treize novembre, le Conseil d'Administration, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au lieu habituel de ses séances, en session ordinaire, sous la Présidence de Matthieu CORBILLON, Président du C.C.A.S.

<u>Etaient présents</u>: MM. Mmes CORBILLON Matthieu, DUPONT Valérie, GUERBEAU Pascale, RIQUART Cécile, DUTOIT Maurice, JENNEQUIN Odette, LEPAN Andrée, SILVERE Helen

### Avait donné procuration :

Mme BOITEAU Nadège à M. CORBILLON Matthieu

### Excusées:

Mme BRASME Marie-Laure Mme DELPORTE Marie-Françoise

Assistait à la séance : Mme ROLAND Claire, Directrice Affaires Juridiques

Secrétaire de séance : Mme RIQUART Cécile

Nº2

# **URBANISME**

Acquisition des parcelles AC 299, 300, 417, 419 et 421

Nombre de membres afférents au Conseil d'Administration

En exercice : 11 Présents : 8 Quorum : 6

qui ont pris part à la délibération : 9

date de la convocation : 08 novembre 2024

date de réception en préfecture : 15 novembre 2024 date de publication sur le site internet : 15 novembre 2024

### **CONSEIL D'ADMINISTRATION DU MERCREDI 13 NOVEMBRE 2024**

N°2

# **URBANISME**

Acquisition des parcelles AC 299, 300, 417, 419, 421

### Préambule

Monsieur le Président expose que, par délibération en date du 14 avril 2022, le CCAS de la ville de Sainghin-en-Weppes s'est porté acquéreur de parcelles, en zone NL, cadastrées AC 299 à AC 307, pour une superficie totale de 19 443 m², propriétés de la Métropole Européenne de Lille. Celles-ci bordent, notamment, le chemin carrière des combes. Le CCAS a souhaité acquérir ces parcelles dans le cadre d'une possible extension du parc urbain ou du développement de terrain de jeux en plein air.

Cependant, par un courrier en date du 05 avril 2024, la SAFER a fait usage de son droit de préemption sur lesdites parcelles.

Après différents échanges, la SAFER a accepté, par un courriel en date du 10 juin 2024, de ne procéder qu'à une préemption partielle de la partie à usage agricole pour permettre au CCAS d'acquérir la partie à usage de loisirs.

La SAFER indique que : « les objectifs de préemption liés à l'installation d'agriculteurs, la consolidation d'exploitations agricoles et la préservation de l'équilibre des exploitations agricoles impactés par des travaux d'intérêt public concernent particulièrement la partie à usage agricole.

Les terrains étant situés en zone naturelle, la SAFER était dans l'obligation d'engager une préemption sur la totalité des terrains mis en vente.

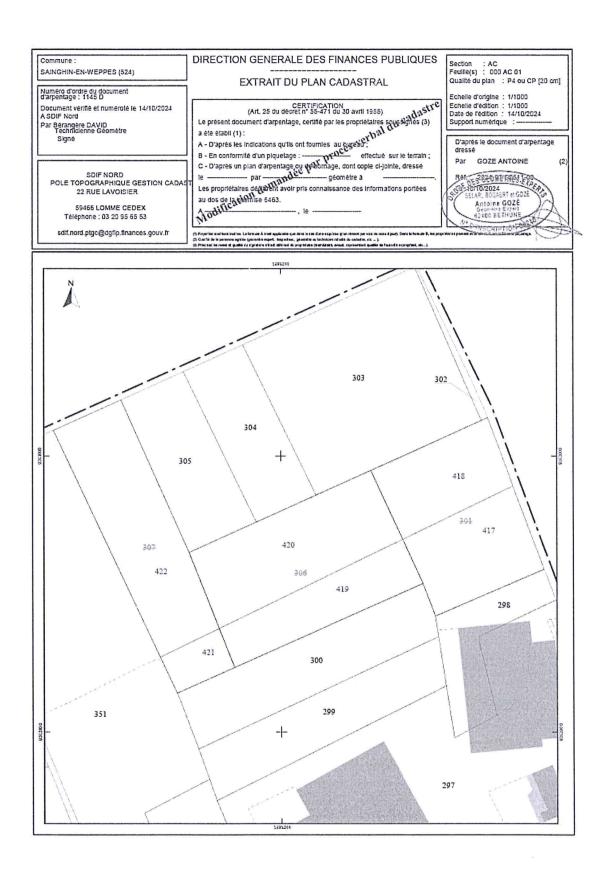
Néanmoins, il est évident que la partie aménagée en espaces verts de loisirs avait vocation à être rétrocédée au CCAS.

Ainsi, pour permettre au CCAS de réaliser rapidement ses projets sans attendre la procédure de rétrocession par la SAFER, je vous confirme que la SAFER renonce à l'acquisition de la partie en terrain de loisirs et se porte acquéreur uniquement de la partie à usage agricole soit 1,24 ha environ. »

Ainsi, il est proposé au conseil d'administration d'abroger la délibération n°8 du 14 avril 2022 et de se porter acquéreur des parcelles suivantes :

- Section AC 299 pour une surface de 1 740 m<sup>2</sup>;
- Section AC 300 pour une surface de 2 010 m²;
- Section AC 417 (partie de l'ancienne AC 301) pour une surface de 1 351 m<sup>2</sup> :
- Section AC 419 (partie de l'ancienne AC 306) pour une surface de 1 213 m<sup>2</sup>;
- Section AC 421 (partie de l'ancienne AC 307) pour une surface de 342 m²; Soit une surface totale de 6 656 m².

pour un montant de 15 405,00 euros.



Vu l'article L123-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, Vu l'article L 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Vu l'article L 1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques qui permet aux communes d'acquérir à l'amiable des biens et des droits à caractère mobilier et immobilier,

Vu la délibération n°8 du 14 avril 2022.

Vu la décision de la SAFER en date du 10 juin 2024,

Vu l'accord de la Métropole Européenne de Lille, en date du 07 novembre 2024 relatif à l'offre d'acquisition présentée par la commune au prix de 15 405,00 euros.

Vu l'inscription au budget primitif du montant nécessaire à l'acquisition,

Le Quorum constaté,

Le Conseil d'administration du C.C.A.S de Sainghin-en-Weppes,

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

# DECIDE A L'UNANIMITE DES MEMBRES PRESENTS,

- DE RETIRER la décision n°8 du 14 avril 2022 relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AC 299 à AC 307
- **D'APPROUVER** l'acquisition des parcelles cadastrées AC 299, 300, 417,419 et 421 pour un montant de 15 405,00 €
- DE CHARGER M. le Président de faire dresser l'acte relatif à cette opération au sein d'une étude notariale
- D'AUTORISER M. le Président à signer l'acte afférent à cette acquisition

Fait et délibéré, les jours, mois et an ci-dessus, Suivent les signatures, Pour copie conforme,

Le Président du C.C.A.S,

Matthieu CORBILLON